

Le 1^{er} Mai : Manifestons pour dire « stop, ça suffit ! »

Contre le patronat qui licencie, qui ferme des usines, qui aggrave le chômage pour en profiter, qui aggrave les conditions de travail de ceux qui restent, qui aggrave et accentue la flexibilité, qui baisse les salaires en s'attaquant aux primes, manifestons le 1^{er} Mai pour dire « stop ça suffit ! »

Contre ce gouvernement à plat ventre devant les volontés des patrons, contre ce gouvernement qui s'attaque au droit du travail et aux acquis des salariés, aux retraites, qui démolit les services publics utiles à la population.

Les manifestations du 1^{er} mai nous permettent à tous de dire qu'on n'est pas d'accord. Alors, à chacun de se saisir de cette occasion !

**à Mulhouse, à 10h30 Place de la Bourse
à Colmar, à 10h Maison des syndicats rue de Turenne**

Le Travail des uns, c'est la santé (... des autres ?)

La direction et ses perroquets (commentateurs, journalistes, ou responsables de certains syndicats) nous disent que c'est formidable qu'il y ait du travail à la pelle chez PSA. On devrait être contents !

Sauf que le travail obligatoire sans être payés en conséquence, c'est déjà beaucoup moins bien ! C'est sûr que les ouvriers de PSA ne vont pas encombrer les routes pour les départs en week-ends.

Depuis 3 ans, on nous rebat les oreilles des « surcapacités » de production. Il fallait fermer Aulnay, il fallait supprimer une chaîne à Poissy, puis une autre ici à Mulhouse. C'était paraît-il incontestable : à la suite du patron, tous les « économistes » et « prévisionnistes » nous le matraquaient.

Depuis deux ans, il y a 9500 salariés de moins à l'effectif de PSA, avec les PSE, le PREC, le DAEC et ça continue. Ils ne sont pas remplacés. Des chaînes de montage ont été détruites.

Et maintenant qu'il y a un peu plus de ventes ? On nous dit seulement que c'est une bonne nouvelle, et

qu'il faut travailler plus... sans être payés pour l'ensemble des heures effectuées.

Au contraire, nous sommes dans notre droit de réclamer que les heures supplémentaires soient au volontariat et payées, comme nous sommes dans notre droit de contester les licenciements et les destructions de moyens de production.

Garantie Or

Sur la ligne de la Peugeot 2008 en mars, la direction a sorti en 1 mois 80 voitures de plus que la production prévue.

Sur cette même ligne en mars, les « garanties journalières de production » (overtime) ont permis à la direction de faire 80 voitures.

Conclusion : les overtime ne servent pas à rattraper des pannes, mais à nous faire produire plus.

Garantie Extra Or

Sur les 4 premières semaines d'avril, sur la ligne de la Peugeot 2008 la direction a sorti 500 voitures de plus que la production prévue (sans compter les samedis et le dimanche de nuit). L'équivalent d'1,5 tournée de production en plus pour le patron !

Et les overtime serviraient à rattraper des pannes ?

Pôle médical unique

À compter de la rentrée d'août, les pôles médicaux du Montage et du Ferrage seront supprimés, et il ne restera qu'un pôle unique pour tout le site, situé en Peinture.

La direction poursuit son objectif d'économies à tout-va, et cherche à faire baisser le nombre de passages à l'infirmerie, que ce soit pour les bons de premiers soins ou pour les accidents : plus de déplacements pour s'y rendre, ça sera plus de pressions mises sur les salariés pour ne pas y aller.

Embauchés ou intérimaires, en cas de problème, ne restez pas isolés : faites appel à la CGT.

Bilan social

Les élus du CE se sont prononcés sur le « bilan social 2014 » de l'usine.

Voici ce que la CGT a déclaré :

« Les conséquences de l'application du Nouveau Contrat Social sont nettement visibles.

▪ *Mis à part les cadres, **toutes les catégories de salariés ont vu leur rémunération mensuelle moyenne baisser en un an.***

C'est l'effet cumulé du blocage des salaires, de la suppression de la PEG – ou de son intégration qui empêche toute augmentation, et de la baisse des majorations d'heures supplémentaires. Ainsi, avec plus de 160 € de baisse en moyenne par mois, les APF femmes retournent quasiment à leur niveau de rémunération de l'année 2008. Autre conséquence : la part des salariés qui touchent moins de 21 000 € par an a presque triplé l'an dernier.

Avec une masse salariale qui a baissé de plus de 3,7 millions € en un an pour l'usine, la direction a ainsi économisé en 2014, une moyenne de 500 € sur la rémunération de chaque salarié du site.

▪ ***Les effectifs ont baissé de façon plus importante encore en 2014, avec 516 CDI en moins.** Ces 5 dernières années, la baisse des emplois avoisine les 1500 CDI, avec 1 emploi sur 5 supprimé chez les ouvriers.*

On constate donc qu'en 2014, 1^{ère} année d'application du NCS, les suppressions d'emplois se sont accélérées, et on voit mal comment la tendance pourrait s'inverser avec la mise en place du monoflux.

*Les départs dans le cadre d'un plan ont plus que doublé l'an dernier, sans aucune embauche en contrepartie. Dans cette situation, **faire croire que le***

NCS serait garant du maintien des emplois, relève du mensonge.

De plus en plus de salariés en CDI sont poussés vers la sortie, et les intérimaires et CDD le sont également sans aucun espoir de pouvoir rester. Pour les salariés qui restent, cela se traduit par une aggravation des conditions de travail comme on le vit en ce moment, avec des semaines rallongées par des heures supplémentaires bien souvent pas payées.

Il est urgent d'embaucher en CDI pour alléger les charges de travail, et d'augmenter des salaires depuis trop longtemps bloqués. Les bénéficiaires du groupe le permettent largement. »

0 € pour les salaires, 1,3 milliard € pour spéculer

La direction du groupe va proposer aux actionnaires de lui voter l'autorisation de racheter des actions pour un montant qui pourra aller jusqu'à la somme faramineuse de 1,3 milliard €.

Une partie de ces actions pourra être distribuée gratuitement aux principaux dirigeants du groupe, dont le PDG Carlos Tavares, qui pourrait ainsi toucher 130 000 actions gratuites (2,170 millions € au cours du jour !).

Les autres actions pourront être « annulées » afin de « réduire le capital du groupe ».

La finalité de cette décision est bien connue : racheter ses propres actions et les détruire permet de faire monter artificiellement la valeur des actions restantes. Sans lever le petit doigt, les gros possesseurs d'actions PSA verront leur fortune augmenter automatiquement – comme la famille Peugeot elle-même, qui possède toujours 14 % des parts du groupe.

C'est aussi une façon détournée de distribuer des dividendes : PSA se vante de ne pas avoir distribué de dividendes aux actionnaires depuis des années, mais le milliard d'euros que va dépenser PSA dans le rachat d'actions ira soit dans la poche des actionnaires qui vendront leurs parts, soit permettra de grossir le portefeuille d'actions de ceux qui les garderont.

Alors que depuis 2012 nos salaires sont bloqués, la CGT dénonce le scandale de la politique de rachat d'actions, et revendique que cet argent soit distribué sous la forme d'une augmentation générale de salaire.